

La BAD annonce : un appui budgétaire exceptionnel
de 500 millions de dollars à la Tunisie

Education : tout pour réussir
les examens nationaux

7

La Presse

DE TUNISIE

MARDI 31 MAI 2011 - 27 MADRADA (II) 1432

76^e ANNEE - N°24.637 - PRIX : 600 MILLIMES - FRA : 1 EURO - ISSN 0330-9991 - Tél. : 71.341.066
FAX : 71.349.720 - COMMERCIAL : Tél. 71.240.178 - FAX : 71.332.280 - MAIL : lapressepub@gmail.com - INTERNET : HTTP://WWW.LAPRESSE.TN

DIRECTEUR : HMIDA BEN ROMDHANE

VIEW

nt de l'Instance supérieure
e des élections

e n'est pas exclue



Ministère de la Femme: Journée
d'étude sur le thème «Femme,
démocratie et sondages d'opinion»

Dépolitiser le travail statistique

La Presse — Œuvrant pour l'application du programme «Femme, culture de citoyenneté et démocratie», le ministère de la Femme a organisé, hier, à son siège, une journée d'étude traitant du thème: «Femme, démocratie et sondages d'opinion». Cette rencontre a été l'occasion pour certains responsables et experts dans divers domaines d'analyser l'implication de la femme dans le processus démocratique et de cerner la spécificité du genre lors des sondages d'opinion.

Ministère de la Femme: Journée d'étude sur le thème «Femme, démocratie et sondages d'opinion»

Dépolitiser le travail statistique

Œuvrant pour l'application du programme «Femme, culture de citoyenneté et démocratie», le ministère de la Femme a organisé, hier, à son siège, une journée d'étude traitant du thème: «Femme, démocratie et sondages d'opinion». Cette rencontre a été l'occasion pour certains responsables et experts dans divers domaines d'analyser l'implication de la femme dans le processus démocratique et de cerner la spécificité du genre lors des sondages d'opinion.

Prenant la parole, M. Habib Fourati, représentant l'Institut national des statistiques, a axé son intervention sur les bases scientifiques et les principes méthodologiques respectés dans l'élaboration d'un sondage d'opinion. L'orateur a mis, également, en exergue la spécificité du genre dans cette action. M. Fourati a expliqué les normes indispensables à l'élaboration d'un sondage d'opinion représentatif, crédible et efficace. En effet, il est impératif dans une pareille démarche de prendre en considération toutes les catégories sociales, toutes les tranches d'âge et toutes les régions sans exception. «Il faut dire que deux avis, aussi semblables soient-ils, diffèrent suivant le genre, l'âge, le milieu (rural ou urbain). Un sondage d'opinion doit impliquer des personnes adultes, dont l'âge excède les 18 ans. L'on peut, toutefois, épargner les personnes assez âgées pour plafonner la tranche d'âge à 75 ans. La variable géographique acquiert une importance non négligeable dans de pareils travaux», souligne M. Fou-

rati. Il indique, par ailleurs, que le sondage comprend deux étapes: la première consiste en la mise en place d'une méthodologie basée sur les quotas. Un sondage comptant un échantillon de 2.000 personnes comprend 100 points de chute dont quatre dans chaque région. La deuxième étape concerne le travail effectué dans chaque région. Le porte-à-porte doit toucher tout le monde, y compris les analphabètes, les chômeurs etc.

De son côté, M. Mohamed Kilani, professeur universitaire à l'Institut des études supérieures de commerce, a levé le voile sur les difficultés pouvant surgir lors de l'élaboration d'un sondage d'opinion et se répercuter négativement sur les résultats. Parmi ces difficultés figure la manière de poser la question. «La réponse à une question s'avère toujours circonstancielle. Le problème de la formulation des questions et du but escompté se pose, notamment en l'absence d'un prototype. Il faut, également, s'assurer de la disponibilité de la personne interviewée à répondre aux questions», souligne M. Kilani. Et d'ajouter que la perception de la question diffère d'une personne à une autre, et ce, suivant son milieu, son niveau d'instruction, son genre, son âge, sa profession. C'est pourquoi la précision des termes employés lors de l'interview s'avère capitale dans un sondage d'opinion. «Les résultats obtenus suite à des sondages d'opinion ou des études sont primordiaux dans la préparation de programmes nationaux. Si lesdits résultats manquent

de stabilité et de précision, cela influera forcément et d'une manière négative sur les éventuels programmes», avertit-il en appelant à opter pour un contrôle vigilant des sondages futurs.

Président la deuxième séance de cette journée d'étude, Mme Dorra Mahfoudh, sociologue, a insisté sur la nécessité, pour un sondage d'opinion, d'un climat favorable à cette démarche; un climat fondé sur la confiance et sur l'esprit démocratique tout en gardant une certaine vigilance.

Étude sur la confiance en la vie politique

«La femme et la confiance en la vie politique», tel est l'intitulé de l'étude réalisée par le bureau Mercur-program et qui vise à cerner la confiance de la société tunisienne en le paysage politique après la révolution.

Présentant cette étude, M. Abdelwahab Ben Hfaïedh a tenu à préciser que les sondages d'opinion élaborés sous l'ancien régime étaient l'œuvre d'une partie unique, à savoir le ministère de l'Intérieur. «Les académiciens n'avaient même pas le droit de penser à faire un sondage d'opinion», précise-t-il. Selon lui, l'objectif requis à travers l'élaboration d'un sondage d'opinion ne consiste pas en la seule publication des pourcentages mais aussi en la publication des détails caractéristiques de l'échantillon en question. «Un sondage d'opinion permet à la fois de cerner l'avis des

personnes interviewées mais aussi d'avoir une idée sur leurs comportements», note M. Ben Hfaïedh. Et d'ajouter que les résultats des sondages antérieurs étaient politisés, notamment en ce qui concerne la femme.

L'étude «Femme et confiance politique» a pour finalité de connaître les tendances en termes de confiance de la société et de la femme, plus particulièrement en la vie politique. Le «baromètre de confiance» a été réalisé du 12 au 22 avril 2011 par 23 diplômés de l'enseignement supérieur bénévoles. «Nous avons ressenti le besoin de connaître l'opinion publique quant au contexte politique par le biais non pas d'un micro-trottoir mais plutôt en ayant recours à un sondage d'opinion, fait dans les règles de l'art et susceptible d'être médiatisé. Le sondage répond aux normes et aux variables nécessaires à une pareille démarche», indique M. Anis Bou-Jemaâ.

Les principaux résultats selon les genres indiquent que les femmes ont plus confiance en le Premier ministre du gouvernement provisoire. La gent féminine ne croit pas beaucoup en l'efficacité de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique. Les hommes, tout comme les femmes, sont méfiants quant à la crédibilité des médias nationaux. Notons également que 41% des femmes, contre 33% des hommes, affichent leur défiance quant à l'efficacité des services publics.

D.B.S.

Résumé de l'étude sur «la femme et la confiance en la vie politique»

L'Armée nationale décroche le plus haut score de confiance, soit 81,7%

L'étude a été axée sur trois degrés de confiance, à savoir confiance, méfiance et défiance. Par le biais de 13 simples questions, la confiance des Tunisiens d'après révolution en le paysage politique semble quelque peu éclaircie.

En réponse à la question sur la confiance en l'avenir, 40,5% des Tunisiens ont opté pour la méfiance et 25,5% pour la défiance. En ce qui concerne la confiance en les perspectives du marché de l'emploi, 42,1% ont été optimistes alors que 33,1% ont fait part de leur méfiance. «Toutefois, le contraste a été entre les régions et en ce qui concerne cette question. Tou-

tefois, et ce qui est certain c'est que 24% des interviewés ont été méfiants», souligne M. Anis Bou Jemaâ.

Pour ce qui est du retour à la stabilité politique, 57,9% des interviewés ont répondu confiants alors que 32,4% ont affiché leur méfiance.

Par ailleurs, 62% de l'échantillon représentatif éprouve de la confiance en la personne du Premier ministre, 30,8% en sont, cependant, méfiants et 5,7% carrément défiant. 47% des Tunisiens sont, d'un autre côté, confiants en les partis politiques et 25,9% en sont défiant. La crédibilité de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la

révolution, de réforme politique et de transition démocratique gagne la confiance de 54,6% des interviewés. La confiance en les médias nationaux n'est que de 17,7%. En fait, 46,6% des Tunisiens en sont méfiants et 35,4% complètement défiant. «Ces avis ne sont pas pour autant décisifs. Rappelons que l'étude a été faite en avril. Si l'on élabore une autre étude nous pourrions, peut-être constater d'autres situations», fait remarquer l'orateur.

Par ailleurs, 46% des Tunisiens ont confiance en l'Ugta contre 22,5% de défiant. Pour ce qui est des associations, elles gagnent la confiance de

55,9% des interviewés. 33,7% affichent, par contre, leur méfiance. En ce qui concerne la question sur les organes d'intérêt public (les organes de sécurité tel que le ministère de l'Intérieur, la police etc), l'on remarque que 46,8% des Tunisiens en sont méfiants, 30,5% en sont confiants et que 22,8% en sont défiant. Par contre, la confiance en l'Armée nationale est claire avec 81,7% de confiants; seulement 12,9% de méfiants et 5,3% des défiant. «Lors des interviews, les 5,3% de défiant ont laissé comprendre une absence de confiance dans la plupart des instances citées», souligne l'orateur. Pour ce qui est de la

confiance en l'administration locale (plus exactement en les gouverneurs), la non-réponse a eu le plus grand score avec un taux de 33,7%. «C'est que la majorité des interviewés ne connaissaient pas alors les nouveaux gouverneurs désignés», explique M. Ben Jemaâ. Cela n'empêche que 34% ont confiance en l'administration locale, que 21,7% en sont méfiants et que 10,6% en sont défiant. En ce qui concerne l'efficacité des services publics, 36,6% en sont défiant, 36,4% en sont méfiants et seulement 26,3% en sont confiants.

D.B.S.